



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DARTESS (ex NEMO INVEST SAS)

Lieu-dit Lapouyade
33230 Saint-Médard-De-Guizières

Références : 26-076
Code AIOT : 0003105066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement DARTESS (ex NEMO INVEST SAS) implanté Route d'Anglumeau 33450 Izon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de la DREAL et est la première inspection suite à la mise en exploitation du site en mars 2025. Elle avait pour objectif de vérifier la conformité globale du site par rapport aux prescriptions applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DARTESS (ex NEMO INVEST SAS)
- Route d'Anglumeau 33450 Izon

- Code AIOT : 0003105066
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une plateforme logistique de stockage de vins, soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il est exploité par la société DARTESS, spécialisée dans la logistique de vins et spiritueux, et est constitué de 2 cellules de stockage de 5712 m², d'un local de charge, d'une chaufferie gaz, de bureaux, et de locaux techniques liés à l'exploitation du site (local sprinkler notamment)

L'installation avait été initialement enregistrée par l'arrêté préfectoral du 18/03/2020 au nom de la société NEMO INVEST, porteuse initiale du projet. Ce projet initial n'a pas été mis en œuvre et la société DARTESS a repris le projet et porté à connaissance les modifications projetées, qui ont été actées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/03/2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 6	Demande d'action corrective	3 mois
12	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 2 et 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
19	Foudre	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 3 et AM du 11/04/2017, Annexe II > 15	Demande d'action corrective	3 mois
23	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 24.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audit de conformité aux prescriptions applicables	AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4	Sans objet
2	Etat des stocks et quantité maximale de liquides stockée	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.4 et APC du 24/03/2025, Article 3.1.1	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.6.4	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.1	Sans objet
6	Voie échelles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.3.1	Sans objet
7	Accès aux issues et aux quais de chargement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.4	Sans objet
8	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.5	Sans objet
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5	Sans objet
13	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 11	Sans objet
14	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 11	Sans objet
15	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 12	Sans objet
16	Moyens de lutte incendie – PI et réserve	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13	Sans objet
17	Moyens de lutte incendie – RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13	Sans objet
18	Moyens de	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte incendie – exercices	article Annexe II > 13 et 14	
20	Local de charge	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 17	Sans objet
21	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 21	Sans objet
22	Maintenance extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement conforme aux prescriptions applicables, aux remarques prés formulées dans la suite du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit de conformité aux prescriptions applicables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Récolement
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la mise en service de l'installation, l'exploitant réalise un audit de conformité de ses installations aux dispositions du présent arrêté, ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel 1510 du 11/04/2017 modifié susvisé et de l'arrêté du 05/02/2020 modifié susvisé. En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'actions qu'il communique à l'inspection en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.
Constats : L'exploitant a réalisé l'audit de conformité le 25 juin 2025. Cet audit a conduit à constater plusieurs non conformités et "points à vérifier". Ces non conformités et les actions réalisées par l'exploitant ont été abordées lors de l'inspection et sont détaillées dans la suite du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks et quantité maximale de liquides stockée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.4 et APC du 24/03/2025, Article 3.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations clas-

sées.

[...]

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

APC du 24/03/2025, Article 3.1.1 :

[...]

Par ailleurs, l'exploitant stocke au maximum 3280m³ de liquides par cellule de stockage.

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks lors de l'inspection. Le contrôle de cet état des stocks par sondage n'a pas amené de remarques particulières de la part de l'inspection.

Par ailleurs, l'état des stocks permet à l'exploitant de suivre la quantité de bouteilles par cellule mais l'exploitant n'a pas été en mesure d'extraire la quantité de liquide stockés. Cependant, étant donné le nombre de bouteilles stockées, la quantité de liquide stockée est probablement inférieure au volume maximal imposé par l'arrêté cité ci dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place le suivi de la quantité de liquide stockés par cellule, par exemple en pré-

cisant la capacité unitaire des différentes bouteilles stockées dans l'état des stocks. L'état des stocks doit également permettre de déterminer la quantité de spiritueux stockés (substance assimilée à des matières dangereuses (visées par la rubrique 4755)).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.6.4

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux d'EP

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Constats :

Les eaux des différentes surfaces imperméabilisées du site sont collectées via un réseau spécifique et l'exploitant a confirmé qu'il dispose d'un séparateur à hydrocarbures. Le curage de ce dispositif n'a pas encore été réalisé vu que le site a débuté son exploitation en mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, circulation pompiers

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'accès à l'installation se fait via l'ouverture d'un portail muni d'une clé tricoise dont les services de secours sont dotés. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le portail pouvait être ouvert à distance si besoin. Il a pu être réalisé lors de la visite un test concluant de cette ouverture à distance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, circulation pompiers

Prescription contrôlée :

Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :

<ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.
<p>Constats :</p> <p>Une voie engins est bien présente sur l'ensemble de la périphérie du bâtiment et permet l'accès au bâtiment et aux différentes aires listées ci dessus. Aucun obstacle n'était disposé sur cette voie lors de l'inspection.</p> <p>Un stock de palettes en extérieur présent sur la zone imperméabilisée du site réduisait cependant la largeur de cette voie. Par ailleurs, étant donné l'absence de matérialisation de cette zone de stockage, il est possible que la largeur de la voie engins vienne à être inférieure à 6 mètres à cet endroit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifie que la largeur de la voie engins est bien supérieure à 6 mètres en particulier au niveau du stockage de palettes mentionné ci dessus • met en place des dispositions pour garantir que ce stockage de palettes ne vienne pas diminuer la largeur de la voie engins en deçà de 6 mètres, par exemple en matérialisant au sol cette zone de stockage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Voie échelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, aire de mise en station de moyens aériens</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10% - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm²
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de voies échelles sur l'installation, matérialisées et accessibles depuis la voie engins périphérique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Accès aux issues et aux quais de chargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différentes issues de secours du site sont accessibles depuis la voie engins périphérique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux;

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le plan des locaux tel qu'affiché à l'entrée a été communiqué aux services de secours et qu'une version de ce plan était mise à leur disposition à leur arrivée sur le site si besoin.

Le plan, consulté lors de l'inspection, détaille bien les différents locaux de l'établissement, leurs fonctions, et l'emplacement des extincteurs et robinets incendie armés notamment.

Il est à noter que lors du récolement, le bureau d'études a mentionné une non-conformité sur ce point, en indiquant que le risque ATEX n'est pas identifié pour le local de charges de batteries de l'établissement.

Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une évaluation du risque ATEX qui a été menée sur l'ensemble de l'établissement et qui conclut que le local de charge n'est pas classé comme zone ATEX en tant que tel en raison des mesures de prévention mises en œuvre (notamment la ventilation du local lors de la charge de batteries) et que seule une zone ATEX de 50cm autour de la batterie se crée lors de la charge.

De manière similaire, cette étude conclut que le local sprinkler ne présente pas de risques ATEX en raison de la température dans le local inférieure à 55°C.

En outre, l'exploitant a présenté les consignes de sécurité spécifiques rédigées pour ce local à destination du personnel et qui impose notamment la vérification du bon fonctionnement de la ventilation lors de la mise en charge des batteries.

En conclusion, l'inspection n'a pas remis en cause cette étude et les arguments avancés par l'exploitant, de telle sorte que le plan décrivant les différents dangers présent dans l'établissement est conforme à la prescription listée ci dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 4

Thème(s) : Risques accidentels, Bureaux et locaux sociaux

Prescription contrôlée :

A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies

d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni suite à l'inspection les différents procès verbaux (PV) de principe de montage des murs coupe-feu du site et donc du mur séparant les bureaux et locaux sociaux de l'établissement des cellules de stockages. En revanche, il n'a pas fourni de documents permettant d'attester que la mise en œuvre a été réalisée conformément au principe de montage prévu par le PV pour garantir le degré de stabilité au feu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une attestation permettant de justifier que les travaux ont été réalisés tel que préconisé par les PV de montage pour garantir la résistance au feu requise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre « , sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant</p>

le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection la note de calcul de dimensionnement des cantons de désenfumage et de dimensionnement des exutoires. Il a également fourni une attestation de pose des commandes permettant l'ouverture de ces cantons et détaillant la conformité aux prescriptions listées ci dessus.

Lors de l'inspection, les commandes et les ouvrants ont pu être inspectés par sondage sans amener de remarque particulière. Il est à noter que l'exploitant réalise un contrôle de ces ouvrants tous les 3 mois, et le contrôle par une société externe est planifié mais n'a pas encore été réalisé en raison de la mise en exploitation qui date de moins d'un an. (mars 2025)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 6

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »

« - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ;

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'ensemble des murs du site sont coupe feu 2 heures, à l'exception des portes de quai. Il a transmis, suite à l'inspection, les PV fixant les principes de montage des murs permettant de garantir la résistance au feu requise mais n'en a pas attesté la conformité de réalisation.

Par ailleurs, lors de l'inspection, il a pu être constaté la présence de porte coupe feu 2 heures qui ont été contrôlées par sondage sans amener de remarque particulière de l'inspection.

Comme indiqué au point de contrôle n°9 ci dessus, l'exploitant n'a pas justifié de la bonne exécution des travaux permettant de garantir que la structure de l'entrepôt est également résistante au feu pendant 2 heures.

En outre, il a été constaté la présence des bandes de protection en toiture de part et d'autre des parois séparatives, dont le contrôle par sondage n'a pas amené de remarque particulière.

Enfin, concernant les portes de quai, il a été précisé que la modélisation des flux thermiques qui a été transmise ne les a pas prises en compte et a considéré que l'ensemble des murs était résistant au feu durant 2 heures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- transmet une attestation permettant de justifier que les travaux ont été réalisés tel que préconisé par les PV de montage pour garantir la résistance au feu requise des murs et de la structure en particulier.
- réalise une nouvelle modélisation de flux thermiques (en lien avec le point de contrôle n°12 ci dessous) en prenant en compte les portes de quai au niveau des parois concernées des cellules.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 2 et 3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

Article 2 :

Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément au dossier d'enregistrement initial modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, et notamment le porter-à-connaissance du 28/07/2023.

Article 3.2.1:

L'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

Les matières combustibles stockées au sein du site sont uniquement celles répondant à la catégorie « Boissons gazeuses. Apéritifs. Vins » et les emballages de ces produits.

Dans le cas où l'exploitant souhaite stocker d'autres matières combustibles, il devra présenter une nouvelle évaluation de ses besoins en eau d'extinction incendie.

Par ailleurs, l'exploitant stocke au maximum 3 280 m³ de liquides par cellule de stockage.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que les conditions de stockage mises en œuvre différaient de celles prévues initialement au dossier : largeur de certaines allées inférieure à ce qui était prévu, présence d'un plus grand nombre de racks dans une des cellule (12 double racks au lieu de 10), ainsi que présence d'un stockage en masse sur une partie de la cellule 2. L'exploitant a indiqué qu'en effet les conditions de stockage avaient du être adaptées aux différents besoins des clients et avaient été modifiées lors de la mise en exploitation du site.

Cette modification sans réaliser une nouvelle modélisation constitue un écart étant donné qu'ils sont susceptibles de modifier les flux thermiques modélisés avec les conditions de stockage pré-

vues initialement dans le dossier de porter à connaissance transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour sa modélisation des flux thermique pour prendre en compte les nouvelles conditions de stockage mises en œuvre sur le site. Il veille également à prendre en compte les portes de quai comme mentionné au point de contrôle n°11 ci dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 11
Thème(s) : Risques chroniques, volume disponible
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]
Constats : Le confinement des eaux polluées du site est réalisé via un bassin étanche extérieur. La présence de ce bassin et son bon état apparent ont pu être constatés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 11
Thème(s) : Risques chroniques, isolement sur site
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats :

Le bassin de confinement des eaux dispose d'un dispositif d'obturation automatique qui peut être également manœuvré manuellement en cas d'incident.

Il est à noter que le récolement avait identifié une non conformité liée à l'absence de consigne sur ce point.Or, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure rédigée sur l'entretien et la mise en œuvre de ce dispositif qui a paru cohérente par rapport au dispositif en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 12

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique d'incendie du site. L'exploitant a indiqué que cette détection était reliée à une alarme ainsi qu'à une société de télésurveillance. De plus, une société de sécurité privée est chargée de la levée de doute en dehors des heures ouvrées.

La vérification du système d'extinction automatique d'incendie du site a été réalisée le 08/12/2025 et n'a pas fait l'objet de remarque particulière. Ce système était en fonctionnement lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens de lutte incendie – PI et réserve

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :
a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au

débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Constats :

Les besoins en eau d'extinction incendie ont été estimés à 180m³/h par l'exploitant.
Ces besoins sont assurés par un réseau de 4 poteaux incendie privés alimentés par le réseau d'eau public ainsi qu'une réserve d'eau incendie de 240m³ (nota: la réserve initialement prévue dans le dossier était de 360 m³) munie de 2 aires d'aspiration.
L'exploitant a fourni le justificatif attestant d'un débit supérieur à 60m³/h pour les poteaux incendie du site. L'exploitant a indiqué que l'essai a été réalisé en simultané sur 2 poteaux mais le justificatif fourni ne le mentionne pas. L'exploitant a indiqué par ailleurs que le test sur les 4 poteaux en simultané n'avait pas été réalisé car cela aurait pu perturber le réseau public.

En tout état de cause, le fonctionnement avec un poteau à 60m³ par heure et les deux prises d'aspiration de la réserve permet d'assurer le débit requis.

L'exploitant a également indiqué que le SDIS avait réalisé un essai de mise en aspiration concluant sur la réserve du site, et être en attente du document qui en atteste.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- veille à formaliser dans les documents d'intervention (plan de défense incendie, etc) que l'utilisation en simultané des 4 poteaux du site peut générer un risque de dégradation du débit disponible
- transmet le justificatif d'essai de mise en aspiration de la réserve réalisé avec le SDIS

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Moyens de lutte incendie – RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;

Constats :

Le site dispose de RIA qui ont été contrôlés le 16/06/2025. Ce contrôle n'a fait l'objet d'aucune observation, de même que la vérification par sondage lors de l'inspection de l'accessibilité de ces RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens de lutte incendie – exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 13 et 14
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II> 13 : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>II>14 : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers exercices d'évacuation ont été réalisés les 24 avril et 10 décembre 2025. L'exploitant a transmis le compte rendu de l'exercice du 10/12/2025 qui détaille les différentes actions réalisées et ne fait l'objet d'aucun point bloquant.</p> <p>L'exploitant a indiqué en outre que des exercices étaient réalisés avec la mise en œuvre de RIA/ extincteurs et si possible d'un poteau incendie, le prochain exercice de ce type étant prévu en janvier 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le compte rendu de l'exercice réalisé en janvier 2026 à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2025, article 3 et AM du 11/04/2017, Annexe II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met à jour l'analyse du risque foudre, avec notamment la prise en compte de la présence de panneaux photovoltaïques en toiture du site.</p> <p>Si cette analyse met en évidence la nécessité de modifier la protection contre le risque foudre de</p>

l'établissement, l'exploitant met à jour l'étude technique foudre et met en œuvre les protections conformément aux dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant réalise l'ensemble de ces actions avant la mise en service des panneaux photovoltaïques situés en toiture du site.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que les panneaux photovoltaïques n'ont pas été installés pour le moment.

L'exploitant a également fourni l'analyse du risque foudre actualisée suite aux modifications réalisées sur le projet lors de la reprise du site par Dartess, indiquant lors de l'inspection que cette analyse ne préconisait pas de protection à mettre en place.

Or après relecture suite à l'inspection, il est noté que cette analyse ne préconise pas de protection sur la structure, mais préconise des mesures de protection adaptées pour l'armoire de gestion du sprinkler. Ce point, constaté après l'inspection, n'a pu être vérifié lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie des mesures de protection adaptées mises en place sur l'armoire de gestion du sprinkler. A défaut, il met en conformité son installation et transmet les justificatifs associés à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 17

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, res-

<p>tituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a bien été constaté que la charge de batteries était réalisée exclusivement dans le local prévu à cet effet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, cONSIGNES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au

point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
Constats : Les consignes affichées sur le site mentionnent bien les différentes informations listées ci dessus. Un QR code présent sur le plan permet également d'accéder aux différentes informations liées à l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Maintenance extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 22
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. « L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification semestrielle du systèmes d'extinction automatique d'incendie réalisé en décembre 2025 qui conclut à la conformité du système et ne fait l'objet d'aucune observation. De même, il a fourni un rapport conforme de vérification des robinets incendie armés, daté du 16 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 24.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de mesure de bruit. Il a indiqué qu'elle est planifiée pour le 26/01/2026</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de mesure des émissions sonores du site, accompagné le cas échéant des actions de mise en conformité mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>